



PRISE DE PAROLE FSU 1^{er} MAI 2024

Chers amis, chers camarades,

En cette journée internationale de luttes et de revendications des travailleuses et des travailleurs, la FSU tient tout d'abord à apporter son soutien et à faire part de sa solidarité à toutes les militantes et les militants, les travailleuses et les travailleurs, les citoyennes et les citoyens, qui de par le monde, sont poursuivis, arrêtés, torturés, tués pour certains, pour avoir seulement tenté de faire respecter leurs droits et réclamé liberté et démocratie.

En France, au prétexte d'un déficit bien plus important que prévu et qu'il a lui même contribué à créer, le gouvernement Macron-Attal impose un nouveau tour de vis aux salariés, aux privés d'emploi et aux retraités. Ne se cachant même plus derrière un « en même temps » auquel nous n'avons jamais cru, ce gouvernement poursuit sa politique de classe au plus grand profit de la bourgeoisie, des actionnaires et des grands groupes financiers. En refusant de faire payer par l'impôt les grands profiteurs de la crise actuelle, il va nous voler les 20 milliards d'économie qu'il prétend faire pour 2024 ! Et ce n'est qu'un début !

Ce sont tous les acquis sociaux que nous avons gagnés grâce aux nombreuses luttes que nous avons menées qui sont attaqués et supprimés par ce gouvernement. C'est notre modèle social qu'il cherche à pulvériser !

Ce gouvernement réduit de nouveau les indemnités des privés d'emplois, déjà affaiblies par la réforme de l'assurance chômage de l'an dernier, avec notamment l'augmentation de la durée minimale de travail ouvrant des droits, alors que dans le même temps le chômage augmente ! La baisse des indemnités chômage porte préjudice aux travailleuses et aux travailleurs les plus précaires, la réduction de la durée de l'indemnisation les poussant vers l'ASS (allocation de solidarité spécifique) puis, avec sa probable suppression, vers le RSA, dont les conditions sont toujours plus durcies.

Ce gouvernement diminue les droits à la santé, avec l'augmentation du reste à charge dans les pharmacies et pour certains actes médicaux et avec l'augmentation des tarifs de consultation, alors que 5 % de la population n'a pas de complémentaire, soit plus de 3 millions de personnes.

Il appauvrit l'offre de logements sociaux en ponctionnant les offices HLM notamment par la baisse des APL. Pour rappel, plus de 300 000 personnes sont actuellement sans logement.

La précarité et la pauvreté gagnent du terrain, en particulier chez les étudiant·es : un·e sur deux travaille pour financer ses études, deux étudiant·es sur trois sautent régulièrement des repas et plus de trois étudiant·es sur dix renoncent à des soins faute d'argent. Un·e sur deux est mal logé·e. Un.e étudiant.e sur 5 ne mange pas à sa faim. Il faut augmenter les minima sociaux, les bourses d'études et réformer en urgence ce système d'aide pour que chacun·e puisse étudier dans des conditions dignes.

Ce gouvernement s'attaque une nouvelle fois à la Fonction publique, patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Les services publics sont exsangues et, malgré tout, ils fonctionnent encore, portés à bout de bras par les agents publics. Mais pour le ministre Guérini et ses déclarations provocantes, il ne s'agit ni plus ni moins que de réduire à néant toute notion de service public telle que conçue par le CNR. Mérite, rémunérations individualisées, licenciement facilité, gel du point d'indice, toutes les conditions seraient réunies pour que le clientélisme soit la norme. La FSU dénonce ce passage en force, cette mise au pas des fonctionnaires dont le statut est une garantie d'indépendance et d'équité face à tous les pouvoirs et au service des citoyennes et citoyens.

L'Education n'est pas épargnée. Coupes budgétaires, « Choc des savoirs » synonyme de tri social, diplôme du brevet érigé en barrage à l'entrée en classe de seconde, renoncement à toute ambition émancipatrice de l'École, suppressions de postes, manque d'infirmier·es et d'assistant·es sociales face aux difficultés de plus en plus criantes de nos élèves, manque d'AED et d'AESH, mise sous tutelle des enseignantes et enseignants, internat pour lutter contre « la délinquance des jeunes », réforme de la voie professionnelle dans la droite ligne de la logique de libéralisation du marché du travail. Il ne s'agit plus de former le futur citoyen mais de contenir une certaine jeunesse et de la mettre au travail le plus vite possible quelles qu'en soient les conditions. La FSU, avec l'intersyndicale Education du Puy-de-Dôme, appelle tou·tes les citoyen·nes, personnels, parents d'élèves, élu·es, forces progressistes attachées à la défense de l'École publique, à une manifestation ce samedi place de Jaude à 14h contre le « choc des savoirs », pour un choc des salaires et des moyens pour l'École publique !

Ce gouvernement remet en cause le Code de justice pénale des mineur.es, déjà bien affaibli, un des principes fondamentaux de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant dont la France est signataire et qui acte qu'un enfant doit bénéficier d'une justice adaptée, donc différente de celle appliquée aux majeur.es.

Les pressions et attaques contre les militantes et militants syndicaux se multiplient et remettent en cause la liberté d'expression et la capacité du mouvement social à s'exprimer et à agir.

Malgré l'inscription du droit à l'IVG dans la constitution, le combat pour l'égalité des droits des femmes est toujours d'actualité, notamment en ce 1^{er} mai, pour l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes. Majoritaires parmi les bas salaires, les

temps partiels, les métiers à forte utilité sociale, victimes de carrières incomplètes, les travailleuses sont toujours pénalisées sur le plan salarial.

La promulgation de la loi asile immigration que nous avons combattu et continuons de combattre a jeté dans l'illégalité et dans la rue de nombreuses familles avec des enfants, comme c'est le cas à Clermont où grâce à une mobilisation citoyenne elles sont hébergées à la Maison du Peuple. La FSU, attachée au respect des droits humains, demande le retrait de cette loi et le respect du droit à l'hébergement d'urgence pour ces enfants et ces familles.

L'extrême droite profite de cette situation pour s'imposer comme une alternative politique crédible, mais que propose-t-elle ? Nous savons bien toutes et tous ici que nous n'avons rien à en attendre en termes de progrès social, de défense des travailleuses et travailleurs, d'égalité femmes-hommes.

Le contexte est pesant mais si nous sommes là réunis ce 1^{er} mai, c'est que nous restons déterminés à nous opposer à toutes ces régressions, à toutes ces atteintes à nos droits de travailleur, de citoyen, à la casse de tous les acquis que nous avons su arracher aux gouvernants et au patronat au fil du temps, c'est que nous croyons qu'il est possible de nous rassembler, d'unir nos colères pour construire une société féministe, écologique et sociale, pour garantir les droits de toutes et tous, pour réduire drastiquement les inégalités, pour améliorer les conditions de travail et de vie en redistribuant les richesses, pour respecter la dignité de toutes et tous, pour notre avenir et pour celui de cette jeunesse qui ne veut pas de cette société-là. La FSU y prendra toute sa part, avec pour boussole la justice sociale !

Nous ne lâcherons rien. Dans l'unité, continuons à lutter ensemble pour un avenir meilleur !

Enfin, nous ne pouvons conclure sans évoquer la situation dramatique que les peuples subissent en Ukraine et à Gaza.

La FSU réaffirme son soutien politique et matériel à la population ukrainienne, à travers celui apporté aux organisations progressistes et syndicales ukrainiennes. La situation à Gaza ne cesse d'empirer sans réaction suffisante de la communauté internationale. La FSU, notamment dans le cadre du collectif pour une paix juste et durable en Palestine, défend les objectifs de cessez-le-feu immédiat et permanent et les exigences de respect du droit international, de libération des prisonniers palestiniens comme la libération des otages à Gaza.

La FSU réaffirme l'urgence d'une solution diplomatique respectueuse des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour une paix juste et durable.